



MISSION HUMANITAIRE : APPORTER L'EAU

En décembre 1980, Alain Boinet traverse clandestinement la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. C'est la première mission humanitaire de la future ONG Solidarités International, dont le cœur d'action est l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Par Laure Verhaeghe

Avec des groupes de moudjahidines, la clandestinité est alors le seul moyen d'entrer et d'accéder aux populations. Celui qui avait étudié la philosophie, puis les relations internationales et les conflits, partait « avec ses principes et ses pratiques humanitaires » pour aider les civils sous les bombardements et les offensives terrestres de la Guerre Froide. C'est l'époque d'Action contre la Faim et de Médecins sans Frontières, des associations qui s'affranchissent des autorisations étatiques pour franchir les frontières. « C'était révolutionnaire ! Nous passions pour des idéalistes, des aventuriers, nous n'avions aucun financement institutionnel », se souvient Alain Boinet. Progressivement, ces actions illégales sont devenues la norme : légitimées par la « non assistance de personnes en danger », elles ont modifié le champ lexical des relations internationales, introduisant à l'ONU le droit d'ingérence puis le devoir d'assistance.

Conflits et catastrophes naturelles

De l'Afghanistan, où sa présence perdure, Solidarités International s'est déployée dans d'autres zones de conflit : Roumanie en 1989, Bosnie-Herzégovine en 1992, Rwanda en 1994... En 2003, lors de l'intervention des Etats-Unis en Irak, l'ONG entre par l'Iran grâce aux Kurdes. Après le tsunami, fin 2004, elle aide le Sri Lanka et l'Indonésie : « En termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, les besoins de ces populations étaient identiques à celles vivant dans des zones de conflits. Nous allons là où notre action apporte une plus-value, de l'urgence à la reconstruction. » Aujourd'hui, l'ONG compte 160 expatriés et plus de 1 500 staffs nationaux engagés dans 17 missions et 15 pays. Les missions fonctionnent avec des équipes mixtes, comptant un expatrié pour dix nationaux, et couvrent un vaste panel d'actions, depuis l'acheminement de citernes d'eau par camion jusqu'à la construction d'unités de production d'eau potable, en passant par la formation à l'hygiène, la sécurité alimentaire et les produits de première nécessité. « A Béni, au nord Kivu en République démocratique du Congo, nous avons construit un réseau gravitaire et une station de potabilisation pour 170 000 habitants », détaille Alain Boinet. L'ONG cherche à travailler avec les autorités locales, ce qui n'est pas toujours

L'ONG EN HAÏTI



Images

chose facile dans des situations caractérisées par la déliquescence des services publics. Mais c'est une condition essentielle pour que l'action de l'ONG ne s'évanouisse pas après son départ, décidé une fois que les acteurs locaux peuvent prendre le relais. « Présents à Béni depuis 2003, nous avons inauguré la station en 2005 et continuons d'accompagner la

régie des eaux pour gérer le réseau, assurer le recouvrement des coûts... La reconstruction des services publics peut être très longue, mais nous y arriverons.»

Manque d'ambition

Autre frein, le manque d'ambition consacrée à l'eau dans l'agenda politique mondial. En témoigne la place faite à l'or bleu dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, édictés par l'ONU : l'eau n'y figure que dans une sous-section. « *L'eau a été sous-évaluée, alors qu'elle conditionne tout : l'alimentation, la santé, l'énergie, la géopolitique, le développement, l'éducation, etc.* », déplore Alain Boinet. Pourtant, en amont du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau (à Marseille en mars dernier), l'OMS et l'Unicef ont communiqué sur l'atteinte des objectifs concernant l'eau potable (réduire de moitié, entre 2000 et 2015, la part de la population n'y ayant pas accès), affirmant que 783 millions de personnes en sont dépourvues – soit 2 milliards de moins que 20 ans auparavant. Ce chiffre prouverait l'efficacité de

« Nous allons là où notre action apporte une plus-value, de l'urgence à la reconstruction »

leur travail et de leurs relais locaux, mais il ne reflète pas la réalité ! « *Il comptabilise les personnes ayant accès, ou non, à une source d'eau améliorée – c'est-à-dire non partagée avec des animaux – sans que cela n'en garantisse la potabilité ! En réalité, selon plusieurs études, 3,5 milliards de personnes boivent une eau peu sûre ou dangereuse selon les critères même de l'OMS, nuance l'entrepreneur associatif, que cette communication onusienne étonne. L'OMS et l'Unicef savent que leurs chiffres ne sont pas justes.* »

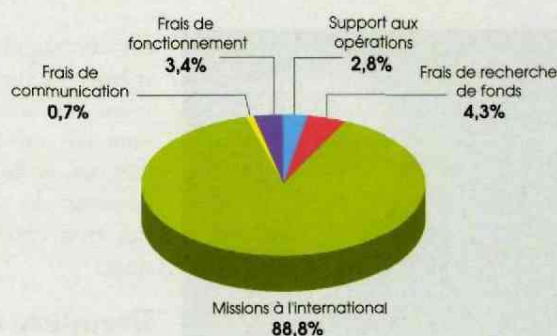
Lors du Forum mondial de l'Eau, dont Solidarités International était partenaire, l'ONG a demandé la révision des indicateurs et des méthodes de calcul, ainsi que l'inscription de l'eau comme priorité à part entière des Objectifs du Millénaire. Elle a aussi exhorté les pays à augmenter l'aide publique au développement. En effet, alors que l'OMS estime qu'il faut consacrer 18 milliards de dollars par an à l'eau pour atteindre les cibles de l'ONU, seuls 7,4 milliards lui ont été affectés – dont la moitié en prêts (chiffres 2008). « *La France, 5^{ème} contributeur mondial pour ces questions avec 600 millions d'€, prête entre 90 et 95 % de cette somme à des pays solvables, pour des projets en zones urbaines ! Il faut développer les dons* », soutient Alain Boinet. Reste à ce que ces appels se concrétisent. En attendant, l'ONG travaille avec toujours plus de collectivités et d'Agences de l'eau, qui peuvent affecter jusqu'à 1% de leur budget à des actions de coopération internationale (loi Oudin-Santini, 2005). Les

L'eau, première source de mortalité au monde

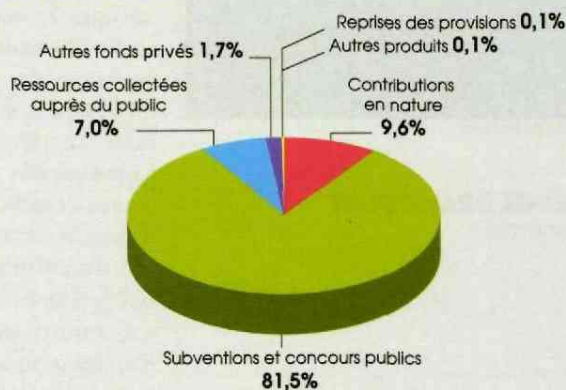
Les maladies hydriques provoquent la mort de 3,6 millions de personnes par an, soit 7 personnes par minute. 90% ont moins de 14 ans.

Budget de l'ONG

Emplois de l'exercice 2010, 44,7 millions d'€



Origine des ressources utilisées en 2010, 44,8 millions d'€



Agences de l'eau Seine-Normandie et Rhône Méditerranée Corse, le Pays Voironnais, la Région Ile-de-France, la ville de Clichy, figurent parmi les plus actives auprès de l'ONG. Des entreprises, et notamment des PME gérées par des entrepreneurs philanthropes comme Smartpharma ou Château d'eau, s'engagent également. Le soutien financier de ces acteurs revêt une importance particulière : le plus souvent, les budgets consentis par les guichets européens et internationaux sont conditionnés au co-financement de partenaires nationaux, alors que les défis de l'eau ne sont pas toujours compris à leur juste ampleur.